PEYRE Vincent & TÉTARD Françoise. *Des éducateurs dans la rue : histoire de la prévention spécialisée*

Paris : Éd. La Découverte, 2006. – 272 p. (Alternatives sociales)

Mathias Gardet

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rfp/567>

DOI : 10.4000/rfp.567

ISSN : 2105-2913

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2007

Pagination : 185-190

ISBN : 978-2-7342-1080-1

ISSN : 0556-7807

Référence électronique

Mathias Gardet, « PEYRE Vincent & TÉTARD Françoise. *Des éducateurs dans la rue : histoire de la prévention spécialisée* », *Revue française de pédagogie* [En ligne], 158 | janvier-mars 2007, mis en ligne le 23 septembre 2010, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rfp/567> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rfp.567>

Ce document a été généré automatiquement le 24 septembre 2020.

© tous droits réservés

PEYRE Vincent & TÉTARD Françoise. *Des éducateurs dans la rue : histoire de la prévention spécialisée*

Paris : Éd. La Découverte, 2006. – 272 p. (Alternatives sociales)

Mathias Gardet

RÉFÉRENCE

PEYRE Vincent & TÉTARD Françoise. *Des éducateurs dans la rue : histoire de la prévention spécialisée*. Paris : Éd. La Découverte, 2006. – 272 p. (Alternatives sociales)

- 1 Françoise Tétard et Vincent Peyre nous présentent une vision kaléidoscopique de la prévention spécialisée. Ils choisissent avec bonheur de ne pas se lancer dans la recherche improbable des origines à travers les discours et les usages linguistiques, mais plutôt de suivre à la trace les expériences menées sur le terrain : Fernand Deligny et sa formule encore inédite à Lille, la « boutique » en face des arènes de Lutèce à Paris, habitée entre autres par Monique Beauté, les équipes d'amitié initiées par Maurice Dacier-Falque avant d'être relayé par le couple Flavigny, le club des Intrépides puis celui des Gavroches à Nancy, impulsés par le juge des enfants Marcel Puzin et animés par Josse Breuvar et Robert Mathieu, le club des Réglisses à Montreuil présidé par le juge Jean Chazal, la Baraque à Rouen autour de Bernard Emo... Sous la houlette de ces hommes et quelques femmes de trempe les clubs et équipes prennent alors vie et s'animent et, comme un patchwork, le secteur de la prévention prend forme avec ses stratégies, ses principes et ses valeurs : la pédagogie de la baraque ou comment le bric et le broc devient une vertu, l'accrochage avec ses mille et un trucs et recettes. Différents courants s'opposent ou se complètent : fidélité à la rue contre « embourgeoisement » des clubs, recrutement sur le tas et formation professionnelle, salariés et bénévoles... Mais surtout au rythme lent de ce « pas » de la prévention, qui arpente et sillonne des territoires, se dessine une nouvelle conscience du quartier, avec

un repérage des bandes, des « points névralgiques » (cafés, squares, carrefours, cinémas...).

- 2 Après l'élan spontané des débuts, le secteur se structure à la recherche de financements et d'appuis pour en garantir la pérennité, accompagnés de ce que les auteurs appellent « l'effervescence doctrinale » ; une fédération est ainsi lancée en 1959, afin de servir de lien organique entre les clubs et équipes. Si le cercle des pionniers s'agrandit, cet élargissement reste contrôlé, afin de ne pas perdre « l'esprit ». Pour défendre la cause, les interventions dans les colloques et congrès du secteur et les professions de foi se multiplient afin de convaincre les autorités et obtenir une reconnaissance tant du ministère de la Santé publique que du Haut commissariat à la Jeunesse et aux Sports et du Haut comité de la Jeunesse. Cette reconnaissance s'accompagne bien timidement de moyens pour l'action, un financement stable n'étant pas encore gagné.
- 3 Rattrapé par une actualité brûlante, celle du phénomène blousons noirs, les éducateurs de « prév' » se trouvent confortés dans leur mission tout en se défendant d'être aux prises avec ce qu'ils ne tardent pas à qualifier de construction médiatique (apparu durant l'été 1959, le phénomène se dégonfle comme une baudruche en 1963-1964, pour n'être plus qu'un souvenir mythifié).
- 4 L'institutionnalisation est cependant amorcée et l'aide publique déclenchée, favorisée bientôt par l'apport financier important du VI^e plan de développement économique et social (1966-1970). Un comité national des clubs et équipes de prévention contre l'inadaptation sociale de la jeunesse (plus connu sous le nom de comité Pichat, du nom de son initiateur, conseiller d'État très actif et investi dans le secteur) est ainsi créé parallèlement à la Fédération qui est elle-même rénovée, afin de gagner en visibilité. Censé constitué un « trait d'union entre pouvoirs publics et initiatives privées », ce nouveau comité est investi d'une indépendance et d'une autorité certaines – c'est un organisme rattaché directement au Premier ministre – tout en invitant en son sein des personnalités privées agissant sur le terrain et en devant travailler en partenariat avec une commission interministérielle.
- 5 Ce montage fragile, dont l'équilibre repose essentiellement sur la forte personnalité de Louis Pichat, son président, est définitivement remis en question par un nouvel arrêté du 4 juillet 1972, souvent considéré à tort comme l'acte fondateur de la Prévention spécialisée. Cet arrêté qui institue un Conseil technique des clubs et équipes de prévention (résumé généralement à son sigle CTP), signe en fait un nouveau rattachement ministériel : la Santé, aux dépens de la Jeunesse et des Sports qui se met dorénavant en retrait sur cette question.
- 6 De son côté, le mouvement associatif crée en mai 1972, un comité de liaison des clubs et équipes de prévention (CNL) qui entend affirmer son indépendance face aux pouvoirs publics. Il se pose surtout en « gardien du temple », d'autant que de récentes affaires (celles de Besançon, Caen et Nantes entre 1969 et 1976) rappellent les risques de dérives et les menaces pesant sur le secret professionnel dont les acteurs de la prévention revendiquent le maintien.
- 7 À partir des années 1970, la prévention spécialisée semble donc avoir obtenu des garanties budgétaires pour mener une gestion plus sereine de ses structures et ses personnels, et faire dorénavant partie des dispositifs institutionnels. Le recours à ses services de la part des pouvoirs publics ne présente cependant pas toujours une grande cohérence : parfois grande oubliée des nouvelles mesures à l'encontre de la

délinquance, comme cela a été le cas au début des années 1980, elle doit à plusieurs reprises se positionner face à de nouvelles injonctions sécuritaires qui impliqueraient une plus grande « transparence » de ses actions, voire un échange d'informations avec d'autres services (mairie, police...).

- 8 Dans cette confrontation avec un événement (les blousons noirs) et son institutionnalisation progressive se pose à plus long terme la question du rôle et des limites de la mission de ces éducateurs de rue : se démarquant du mandat judiciaire, maîtres de l'accrochage affectifs, de la libre adhésion, détenteur d'une confidentialité et d'un secret professionnel, n'exercent-ils pas cependant un certain contrôle social, infiltrant ou pénétrant le monde clos des bandes pour tenter de les « désamorcer », comme s'il s'agissait de bombes à retardement. Par ailleurs, ne participent-ils pas à l'apparition d'un drôle de concept, dont les bases juridiques sont plus que contestables : celui de la pré-délinquance. Si cet ouvrage « d'abord écrit pour les nouvelles génération d'«éduc de prév» » ne prétend pas répondre à toutes ces questions, il offre incontestablement des repères et de la matière pour y réfléchir.

AUTEURS

MATHIAS GARDET

Université Paris 8 – Saint-Denis